

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 357 - 28 Février 1985 - Prix 1 F 50

LE 10 MARS

**contre le chômage, pour le pouvoir d'achat
pas d'abstention
VOTEZ, FAITES VOTER COMMUNISTE**

**JUSQU'AU 10 MARS
dans chaque canton
CONVAINCRE ET GAGNER
au vote Communiste**

Dans une semaine tout juste, les 373 000 électrices et électeurs du département vont être appelés à voter pour élire 31 conseillers généraux.

Cette élection mérite une attention d'autant plus grande que la loi de décentralisation, bien qu'entravée, a donné aux assemblées départementales, des pouvoirs nouveaux.

En Loire-Atlantique, la droite qui règne en maître de longue date au Conseil général, se sert pleinement de ces nouveaux pouvoirs.

Elle prend des décisions dont les conséquences se font et vont se faire sentir durement sur l'emploi, le pouvoir d'achat des familles et des jeunes, etc...

Le développement de la campagne des T.U.C. et l'adoption du budget 85 pour ne prendre que ces deux exemples en sont des illustrations.

La seule note discordante dans cette Assemblée, le seul moyen pour les travailleurs, en activité ou non, de se faire entendre, c'est le Parti communiste avec le conseiller général du 5^e canton : Michel Moreau.

Par Gilles BONTEMPS
Secrétaire de la Fédération

Les habitants de Chantenay, jeunes comme anciens, ont toutes les raisons de confirmer l'élection de Michel Moreau, pour eux-mêmes mais aussi au-delà, pour l'ensemble des travailleurs du département.

Mais l'importance de cette action va aussi bien au-delà.

C'est la première consultation d'ampleur nationale depuis les Européennes de juin 84 qui ont vu s'exprimer par l'abstention, le mécontentement et la désillusion de milliers d'électeurs aux prises avec le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation de leur vie.

C'est la première consultation d'ampleur nationale depuis la décision du Parti communiste de ne plus participer au gouvernement.

Aujourd'hui, pour les différentes forces politiques de droite et le Parti socialiste, c'est à qui sera le meilleur pour faire admettre la fatalité de la crise, appeler les gens à s'y résigner et tenter de les détourner des véritables problèmes par de multiples opérations politiciennes ou par l'accélération de la gigantesque campagne anti-communiste fortement relayée ici, par la presse.

En réalité, droite et patronat multiplient leurs attaques contre les travailleurs, leur emploi, leurs moyens de vivre, contre l'économie régionale et nationale, contre les libertés. Ils y sont encouragés, voire parfois précédés, par la politique du gouvernement socialiste qui aggrave la crise et qui conduit à des records de chômage. Il frappe ici 60 000 personnes dont plus de la moitié de jeunes ; de plus c'est le chômage partiel dans les SNIAS, aux Chantiers, à Dubigeon.

(SUITE PAGE 3)



CHARLES FITERMAN A NANTES

**Quand le P.C.F. s'affaiblit...
la France va mal!**

Charles Fiterman succédant à Michel Moreau aux micros, rendait hommage au travail accompli pendant six années par le conseiller général du 5^e canton.

Relevant la connaissance fine, aiguë des problèmes par Michel Moreau, le secrétaire du Comité Central caractérisait la compétence et l'importance du travail des élus communistes et particulièrement sur ce 5^e canton.

L'action de M. Moreau est inscrite dans une conception de la gestion qui est celle des communistes marquée par la justice sociale, elle est démocratique, à l'écoute des gens.

L'IMPORTANCE DU SCRUTIN DU 10 MARS

Charles Fiterman montrait l'importance du scrutin du 10 mars pour renouveler le mandat du conseiller communiste, mais également sa dimension nationale. Première consultation nationale depuis les élections européennes et depuis que les communistes ne sont plus au gouvernement, elle intéresse directement 18 millions d'électeurs.

L'inquiétude, la déception, le mécontentement sont à la mesure de l'immense espérance

de 1981 qui avait vu des acquis généreux, les 39 heures, la retraite à 60 ans... des réformes : la régionalisation ; des acquis à Nantes : le tramway...

L'ancien ministre des Transports souligne la contribution des communistes à ces acquis. Il dit aussi que des « communistes d'origine modeste... qui n'ont pas été à l'ENA... ont été capables et ont assuré avec honneur des responsabilités au plus haut niveau.

Charles Fiterman évoque la

(Suite page 6)

JUSQU'AU 10 MARS dans chaque canton CONVAINCRE ET GAGNER au vote Communiste

(Suite de la première page)

C'est la volonté de supprimer des industries viables et nécessaires comme la SEB, objectifs de licenciements aux AFO, à la SFCMM, etc... Cela après les mauvais coups comme Creusot-Loire y compris avec les interdits professionnels.

A la veille du 10 mars, à droite comme au Parti socialiste, on rivalise de démagogie sur le terrain dans les différents cantons pour masquer ses propres responsabilités dans cette situation.

Tout appelle donc l'ensemble des communistes du département à multiplier les efforts dans les huit jours qui restent et jusqu'au dernier moment pour rencontrer le plus grand nombre possible de gens pour montrer que le vote communiste le 10 mars est un acte de lutte contre la crise, un appel à la lutte pour imposer de véritables solutions face à chaque problème, un moyen de mettre en échec, les opérations politiques, le meilleur barrage à Le Pen.

Dans chaque canton, chaque voix pour les candidats communistes va compter, que ce soit à Nantes, St-Nazaire, Derval ou Vertou.

L'addition de chacune de ces voix contribuera au résultat national du Parti, sur lequel toutes les forces politiques auront les yeux rivés.

Alors, jusqu'à dimanche 10 mars, visitons chaque adhérent, chaque lecteur de « L'Humanité », chaque électeur communiste, y compris ceux d'avant juin 84 ou avril 81.

Adressons-nous à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont victimes de la crise pour les appeler à agir par la lutte et par le vote communiste le 10 mars, pour imposer de véritables solutions à leurs problèmes.

Les uns et les autres ont fait la douloureuse expérience qu'un Parti communiste affaibli était une mauvaise chose pour eux ; il faut donc qu'ils renforcent cette influence en votant communiste le 10 mars.

Enfin, il faut montrer que l'abstention sert les forces de l'argent, le patronat et leur politique, qu'elle soit mise en œuvre par la droite elle-même ou par le Parti socialiste, les conséquences sont les mêmes, alors OUI VOTER ET FAIRE VOTER COMMUNISTE LE 10 MARS.

Gilles BONTEMPS,
Secrétaire de la Fédération.

Les travailleurs des AFO n'aiment pas être menés en bateau

Lundi, les travailleurs des A.F.O. envoyaient une délégation des leur pour rencontrer des représentants de Matignon et du Ministère des Finances. Les élus socialistes de Saint-Nazaire assuraient à qui voulaient les entendre que leur intervention avait été décisive.

Les seuls interlocuteurs des travailleurs étaient ceux du C.I.R.I., les représentants des ministres étant absents, et pour confirmer à la délégation le maintien des licenciements et celui du plan de restructuration, c'est-à-dire de casse de la réparation navale.

La C.G.T. soulignait d'ailleurs l'échec de MM. Batteux et Evin de faire prendre en compte les dossiers nazairiens... elle considérait "que cette lamentable réunion marque le mépris du pouvoir et du patronat envers les organisations syndicales des A.F.O."

Mardi, les travailleurs des A.F.O. manifestaient dans les rues de Saint-Nazaire. La réponse à leurs préoccupations de la part du gouvernement ne s'est pas traduite cette fois par la politique de la chaise vide. Les forces de police chargeaient les travailleurs qui entendaient demander des explications au représentant du gouvernement particulièrement sur les nouvelles menaces qui se présentent sur l'établissement de St-Nazaire.

- AFO -

Jean Perraudeau est intervenu auprès du Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

Dans un courrier daté du 22 février, Jean Perraudeau s'adressait au Premier Ministre à propos de la situation aux A.F.O.

Le 6 septembre 1984, au nom des élus communistes de Saint-Nazaire, je m'adressais à Madame Edith CRESSON pour lui signifier mon inquiétude à l'égard des mesures envisagées, à l'époque, contre les capacités de production des Ateliers Français de l'Ouest et contre son personnel.

Je déclarais dans cette lettre : « Il est incompréhensible que la politique industrielle du gouvernement conduise dans le secteur naval à réduire les capacités de production et les effectifs alors que dans le monde les commandes de navires et les transports maritimes progressent ».

Et, tout en lui demandant d'annuler ces mesures, je précisais : « Il est devenu urgent d'élaborer une autre politique des activités liées aux transports maritimes (marine marchande, construction et réparation navales, activités portuaires). Les élus communistes ont, pour leur part, des suggestions constructives à faire afin d'affirmer réellement la vocation maritime de la France et sont prêts à participer à toute initiative permettant d'avancer dans le bon sens ».

Dans sa réponse, datée du

13 novembre 1984, Madame CRESSON écrivait : « En raison de l'importance de cette entreprise pour l'ensemble des sites sur lesquels elle est implantée, j'ai demandé à mes services de rester particulièrement attentifs à l'évolution de ce dossier ».

Or, le plan industriel, d'inspiration gouvernementale, qui vient d'être rendu public ces jours derniers, est un véritable plan de démantèlement qui ne rend plus crédible l'activité de réparation navale dans notre cité et qui conduit à aggraver le chômage dans la région nazairienne.

Au surplus, il est demandé, pour l'application de ce projet, la contribution financière de contribuables nazairiens, déjà lourdement frappés dans leur niveau de vie et par le chômage, par le biais de l'exonération de la Taxe Professionnelle qui, dans le budget de la Ville, se monte à 1 235 765 F. C'est intolérable.

Les travailleurs des Ateliers Français de l'Ouest n'acceptent pas cette situation. Les organisations CCT et CFDT vous ont signifié leur refus et vous ont demandé de les recevoir.

Alors que les mesures envisagées sont d'une gravité extrême, je m'étonne qu'à ce jour vous n'ayez pas encore donné une suite favorable à leur sollicitation.

Je vous demande donc, Monsieur le Premier Ministre, de répondre positivement et dans les meilleurs délais, aux organisations syndicales.

- SFCMM -

Les travailleurs reprennent leur œuvre

Implanté devant la mairie de Saint-Herblain depuis janvier, le four construit par les gars de la SFCMM a été retiré par les travailleurs eux-mêmes.

Notre four est le symbole de notre volonté de sauver nos emplois, « nous constatons que le maire et les conseillers du PS ne font rien », nous dit un travailleur. « Nous ne pouvons le laisser devant leur pore, les discours ça suffit... » « La boîte risque de fermer dans les mois qui viennent et déjà 18 licenciements, plus ceux des délégués ici et à Donges »...

Les travailleurs allaient ensuite manifester, dénonçant le laxisme des pouvoirs publics et la chute permanente des effectifs de l'entreprise où le patron préfère licencier que prendre le travail.

CARNET ROSE

Claire est née le 16 février, ses parents, nos camarades M.-Hélène et Louis LEDUC, à qui nous adressons nos félicitations, sont très heureux, comme Thomas, son grand frère.

NECROLOGIE

Notre camarade André CATE, de la cellule Benoît-Franchon, est décédé, ses obsèques ont eu lieu le mercredi 13 février au cimetière St-Jacques à Nantes.

Cheminot à la retraite, André avait milité pendant de longues années dans la cellule d'entreprise et au syndicat CGT des cheminots. Militant du syndicat des retraités, il avait gardé de nombreux amis chez les cheminots.

A sa famille, à ses camarades, « Les Nouvelles » présentent leurs sincères condoléances.



LES FILMS DE LA SEMAINE

● **L'AMOUR BRAQUE.** — Film d'Andrzej Zulawski, avec Francis Huster, Sophie Marceau, Tchéky Karyo, Christiane Jean, Michel Albertini, François Dhillard, Jean-Marc Bory, Ged Marion, Said Amadis.

● **LES SAISONS DU CŒUR.** — Film de Robert Benton, avec Sally Field, Lindsay Crouse, Ed Harris, Amy Madigan, John Malkovich, Danny Glover.

● **ALPHABET CITY.** — Film de Amos Poe, avec Vincent Spano, Michael Winslow, Jamie Gertz.

● **LA VIE DE FAMILLE.** — Film réalisé par Jacques Doillon. Avec Samy Frey, Mara Goyet, Juliet Berto, Juliette Binoche.

● **L'AMOUR EN DOUCE.** — Film réalisé par Edouard Molinaro. Avec Daniel Auteuil, Jean-Pierre Marielle, Emmanuelle Béart, Sophie Barjac.

● **EL NORTE.** — Film réalisé par Gregory Nava. Avec Zide Silvia Gutierrez, David Villalpando, Ernesto Gomez Cruz, Stella Ouan.

● **PETER LE CHAT.** — Film réalisé par Stig Lasseby, Jan Gissberg, d'après la nouvelle de Gosta Knutssons. Dessin animé.

● **DEUX ANGLAISES** (Version intégrale). — Film réalisé par François Truffaut. Avec : Jean-Pierre Léaud, JKika Markham, Stacey Tendeter.

● **BRAZIL.** — Film de Terry Gilliam.

Rien à voir avec l'exotisme sud-américain, c'est un film de science-fiction, avec Jonathan Pryce, Robert De Niro, Kim Greist, Michael Palin, Katherine Helmond.

● **PERIL EN LA DEMEURE.** — Film de Michel Deville, avec Anémone, Richard Bohringer, Nicole Garcia, Christophe Malavoy, Michel Piccoli et Anaïs Jeanneret.

● **L'AVENTURE DES EWOKS.** — Film de John Korty, avec Eric Walker, Warwick Davis, Fionnula Flanagan, Guy Boyd.

● **BOBY DOUBLE.** — Film de Brian de Palma, avec Craig Wasson, Gregg Henry, Melanie Griffith, Deborah Shelton, Guy Boyd, Dennis Franz.

● **STAR TREK III.** — Film réalisé par Leonard Nimoy, avec William Shatner, DeForest Kelley, James Doohan, George Takei, Walter Koenig.

● **GWEN (LE LIVRE DE SABLE).** — Film réalisé par Jean-François Laguionie. Animation : Claude Luyet, Henri Heidsieck, Francine Léger, Claude Rocher.

● **LA DECHIRURE.** — Film de Roland Joffé, avec Sam Waterston, Haing S.Ngor, John Malkovich, Julian Sands, Craig T. Nelson.

● **DUNE.** — Film écrit et réalisé par David Lynch d'après l'œuvre de Frank Herbert.

23-24 MARS : CONGRES DEPARTEMENTAL DE L'A.N.A.C.R. A REZÉ

Le Comité départemental de Loire-Atlantique de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance tiendra son Congrès annuel à Rezé, les 23 et 24 mars prochain, avec Albert Ouzoulias alias colonel André (1).

Il est envisagé pour le dimanche 24 un déplacement en car de Saint-Nazaire à Rezé, départ à 8 heures du bar Victor-Hugo. Le banquet aura lieu à Bouguenais et le montant total de la sortie (banquet et transport) est fixé à 180 francs (vin compris à volonté, apéritif et café également).

Les inscriptions sont reçues dès maintenant au bar Victor-Hugo, elles seront closes le 15 mars.

Tous les adhérents de l'A.N.A.C.R. et les Amis ainsi que tous les anciens Résistants sont conviés à cette sortie.

(1) Auteur des "Bataillons de la Jeunesse".

"La Bulgarie contemporaine" en images

à la Maison des Jeunes du Hérault,
du 3 au 8 mars

En collaboration avec la municipalité de Saint-Herblain et la Maison des Jeunes du Hérault, l'Association France-Bulgarie organise une exposition du 3 au 8 mars sur le thème « la Bulgarie contemporaine ».

Quelques cent cinquante documents et photos illustreront cette exposition, permettant de découvrir la Bulgarie d'aujourd'hui, en pleine évolution et en prise avec le monde moderne.

La ville de Kazanlak, capitale de la Vallée des Roses, dont on sait qu'elle entretient des relations amicales avec la ville de Saint-Herblain, aura une place privilégiée dans cette exposition, avec un aperçu de son économie, son histoire et sa culture.

Cette exposition se tiendra à la Maison des Jeunes et de la Culture du Hérault, rue Alain Gerbault (quartier de la Bouvardière) à Saint-Herblain. Elle sera ouverte tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h, le dimanche 3 mars sans interruption de 9 h à 19 h. Fermée le lundi matin. Entrée libre.

CHARLES FITERMAN A NANTES

SUCCÈS DU MEETING DE SOUTIEN AUX CANDIDATS COMMUNISTES

Salle comble, lundi soir à Chantenay autour de Charles Fiterman, secrétaire du Comité Central, pour soutenir la candidature du conseiller général sortant Michel Moreau, et celles des autres candidats communistes.

J.-Yves Coupel, secrétaire de la section de Nantes, présidait auprès de lui à la tribune avec Charles Fiterman, Claude Poporen, Michel Moreau, Joël Busson, Joëlle Le Hérisse, Gérard Rincé et les candidats nantais Catherine Caiveau, Jocelyne Cailleau, Paul Le Guilloux, Henri Moysan.

Dans la salle, de nombreux photographes de FR3 couvraient l'événement.

Michel Moreau précédant Charles Fiterman, rappelait que nous étions à 14 jours d'un scrutin dont le premier tour est décisif.

Le conseiller général du 8^e canton dressait un tableau de la situation économique dans son canton et sur Nantes. Montrant les responsabilités de la droite, l'héritage légué avec la disparition de milliers d'emplois, il constatait qu'aujourd'hui le pouvoir socialiste laissait vendre chez Creusot-Loire l'outil et les travailleurs au capital étranger.

Circonstances aggravantes, le ministre du Travail aidait à faire place nette en autorisant le licenciement des responsables CGT et militants communistes qui s'opposaient au sabotage de notre indépendance.

Michel Moreau évoquait la liquidation de Tricosa, la lutte des travailleurs de la SEB où la encore, la convergence patronat, gouvernement s'illustre par les liens entre Ribou « patron de gauche », ami du président qui déjeunent ensemble et s'autofélicitent, alors que les menaces de licenciements, de fermeture de l'usine de Nantes se font de plus en plus pesantes...

Mais où va-t-on si on les laisse faire, interrogeait M. Moreau. Pas étonnant que la droite, les responsables du P.S. « qui sont prêts à laisser des travailleurs sur le quai » parlent d'autres choses que ce qui préoccupe les gens.

Le conseiller général communiste montre alors que l'essentiel aujourd'hui c'est « le travail ».

Il livre son expérience, et appelle à convaincre au porte à porte... à combattre le désespoir, la tentation de rester chez soi. Ce n'est pas la solution, le 10 mars il y a possibilité de condamner la politique de la droite au Conseil général. Celle-ci domine depuis des décennies le département, la région.

Qu'a-t-elle fait pour l'emploi ?

Elle a refusé d'implanter dans l'Ouest une centrale électro-nucléaire. Olivier Guichard qui fut même ministre... il est vrai que l'on surnomme encore « de démenageur du territoire » en porte avec ses amis la responsabilité.

Mais qu'attend le PS qui dis-

pose aujourd'hui de tous les pouvoirs !

Le Carnet, rappelle M. Moreau, ce n'est pas simplement 22 millions d'heures de travail, et c'est loin d'être négligeable ! c'est aussi l'énergie dont nous aurons besoin en l'an 2000. C'est préparer la région du début du 3^e millénaire.

Qu'attend la droite majoritaire dans le département et à Nantes pour lancer les grands travaux ?

Le pont de Chevrière, l'axe Nantes-Rennes, le réseau de chaleur de l'agglomération, le contournement...

M. Moreau donne alors l'exemple du tramway, que Charles Fiterman venait de visiter, saluant son travail pour qu'il puisse rouler. Il soulignait l'attitude de la droite et de Chauty vis-à-vis de cette réalisation, le divorce entre les paroles sur l'emploi et les actes de ces messieurs.

Le conseiller général du 8^e canton, s'appuyant sur ce que tous peuvent constater avec le tramway, démontrait que le chômage, les fermetures d'entreprises n'étaient pas fatales.

Au lieu de développer des productions utiles, que nous propose-t-on pour en sortir ?

La soupe populaire, les TUC... « La droite pleure sur les nouveaux pauvres, mais elle réduit les crédits de l'aide sociale ». « Elle pleure sur les plus défavorisés, mais avec les administrateurs proches du PS et les représentants des pouvoirs publics, vote des charges accrues », comme à l'office d'HLM...

Les TUC, M. Moreau condamne cette solution au rabais qui ne permet pas de résoudre les problèmes du chômage. Les TUC ne remplaceront jamais les chantiers navals, la SEB, Tricosa... les emplois stables, qualifiés dans les services... Les salariés qui défendent leurs emplois ont raison, ils ont raison de ne pas baisser les bras !

Avec ceux et celles qui refusent la fatalité, il nous reste quelques jours pour aider des milliers de gens à émettre un vote de combat, concluait M. Moreau, à nous de jouer pour voter et faire voter communiste le 10 mars.

LE FIL DE LA JOURNÉE

Accueilli à la Semitan, par M. Hurel, directeur adjoint et Madame Rétif, Charles Fiterman accompagné de J.-Y. Coupel, Joël Busson, Michel Moreau et des candidats communistes devait visiter les installations de la société au Centre Dalby, puis effectuer un trajet en tramway jusqu'à Bellevue.

Le Centre de la Semitan, pensé et conçu pour répondre de manière moderne aux besoins d'une gestion efficace a été réalisé à l'occasion du retour du tramway.

L'effet tramway est donc bénéfique pour tous les aspects de l'exploitation, de la gestion



M. HUREL présentant à Charles FITERMAN et aux responsables communistes le nouveau centre de la SEMITAN

Charles FITERMAN (suite)

dérive de la politique gouvernementale, « ce ne sont pas les communistes qui ont changé, nous avons strictement réalisé nos engagements... nous avons le même langage à la table du Conseil des ministres qu'à cette tribune ! Mais nous n'étions que 4 sur 40, nous n'avions pas assez de forces.

Le secrétaire du Comité Central explique alors pourquoi nous n'avons pu empêcher la dérive. Il revient sur l'analyse du 25^e Congrès, « La voie suivie n'avait pas été bonne... le programme commun a créé une grande illusion, nous n'avons pas pu développer une bataille suffisante pour faire prendre conscience des enjeux, des moyens à mettre en œuvre, et la nécessité d'un parti fort ».

La politique du gouvernement est mauvaise, elle pèse lourdement sur les familles. La situation c'est + 13,4 % de chômage, le pouvoir d'achat qui diminue, 1 200 000 personnes réduites au chômage, sans aide, sans ressource.

41,40 F par jour pour 500 000

Faut-il le taire ? Faut-il le cacher ?

La casse industrielle, les revenus paysans qui baissent, l'école où un ministre vient de faire la découverte révolutionnaire que l'on doit y apprendre à lire, à compter, à écrire !

LA MODERNISATION

Charles Fiterman développe l'analyse des communistes sur ces grands problèmes de société. Il insiste sur la modernisation, « le passage obligé vers celle-ci » ce sont des investissements, pour l'industrie, la

recherche, la formation... Ce que l'on vit ce n'est pas une vraie modernisation, le seul souci du patronat « accroître les profits ». Le dirigeant communiste montre que la fameuse théorie « des profits aujourd'hui pour financer des emplois, des investissements demain... » n'a rien de bien moderne, elle date de 15 ans, elle est de Schmit et seul le P.S. y croit encore, pourtant elle a fait ses preuves, elle n'est qu'un alibi à la course aux profits. « Ce qui est vrai, c'est que les usines ferment, mais que la bourse est euphorique, et ça ne communique pas car les profits servent, non pas à investir mais à spéculer, de cette façon on ne peut pas résoudre la crise !

Quelle France nous préparent-ils ?

Une France du tertiaire, d'emplois précaires, déstabilisés, n'occupant que quelques créneaux et dépendante pour tout le reste !

Nous n'avons pas le droit de nous taire, déclare l'ancien ministre. Dire la vérité, ce n'est pas faire le jeu de la droite. Nous avons, nous, aucune convergence avec la droite, nous n'entendons pas lui permettre de gagner ! La décripation, la cohabitation... ce n'est pas avec nous.

Ce qui fait espérer la droite, c'est la complaisance pour Le Pen « le hideux », l'anticommunisme, l'acceptation de la crise, les sacrifices imposés aux travailleurs !

Charles Fiterman montre que pour éviter le retour de la droite, il ne faut pas hésiter à s'attaquer aux privilèges, aux forces de l'argent. L'espoir, la lucidité, la clarté, la volonté d'amorcer du neuf se trouvent du côté du P.C.F. pour l'emploi, le développement du département, de nos régions.

PAS D'AUTRE SOLUTION QUE DE VOTER COMMUNISTE LE 10 MARS

Pas seulement pour apporter des critiques, mais soutenir les propositions des communistes, CONSTRUIRE.

Charles Fiterman dénonce le fléau du chômage qui pourrait tout, ses conséquences sur les hommes eux-mêmes... c'est à cela que nous entendons nous attaquer en priorité.

« Moderniser en créant des emplois, en développant la

recherche, la formation... tout le reste, TUC... emploi temporaire... pour lutter contre le chômage, c'est du cinéma... » Ce qu'il faut, c'est reconquérir le marché intérieur, privilégier nos productions nationales, défendre nos productions utiles ».

« Pour cela, il y a de l'argent, il doit aller vers l'économie, les banques nationalisées ne l'ont pas été pour qu'elles fonctionnent comme avant, c'est ça qui ne va pas ».

Charles Fiterman aborde ensuite les problèmes des libertés. A propos de l'information, c'est une véritable catastrophe. L'anti-communisme prédomine. Le gouvernement, le PS scient la branche sur laquelle ils sont assis. C'est contre les espérances de 81 que sont mobilisés les moyens d'information.

La liberté dans les entreprises, les travailleurs doivent lutter en permanence pour élargir et faire respecter leurs droits. Ce sont les dirigeants communistes qui sont licenciés sur ordre du ministre socialiste pour briser la résistance ouvrière comme on en a l'exemple à l'usine de Creusot-Loire à Nantes.

Les institutions : rien n'est changé. Un président qui a tous les pouvoirs « on ne vote pas autour de la table du Conseil des ministres... on cause... et puis le président décide ».

C'est un système qui est fait pour ceux qui ne veulent pas changer. Il faut une République Nouvelle, démocratique et supprimer ce Conseil constitutionnel.

Charles Fiterman regrettait que la France ne joue pas dans le monde le rôle qui pourrait être le sien pour le désarmement. Le secrétaire du Comité Central concluait en ne cachant pas que la lutte est et sera difficile, que l'attitude du PS est un obstacle grave pour mobiliser autour d'objectifs anti-crise. Mais nous ne renonçons à rien, nous voulons tirer les leçons du passé et agir avec les gens, lutter, conquérir des pouvoirs nouveaux pour faire bouger les choses dans le bon sens.

Charles Fiterman lançait un appel aux découragés, à voter communiste car quand le PCF recule, le chômage avance, quand le PCF recule, le pouvoir d'achat recule, quand le PCF s'affaiblit, la France va mal !

E. LECLERC

du 27 Fév. au 9 Mars

ANNIVERSAIRE



GAGNEZ*

* sans obligation d'achat

une POLO JUNIOR

CONCESSIONNAIRE V.A.C. NANTES SUD AUTOMOBILES - TEL. 75.31.34

Route de la Rochelle **Rezé**

SERVICE APRES-VENTE ASSURE PAR NOS
TECHNICIENS DANS NOS ATELIERS Tél. 75.31.34

Quelques exemples de prix (*) en

TÉLÉVISEURS

Marque	Réf.	Prix	Ecran	Tube	Télécommande	Alimentation	Dimensions	Cons. kW/h
BRANDT Couleurs	14121	2690 ^F	36 cm	90°	—	220 V	47x33,8x39,1	60
BRANDT Couleurs	18812 T	3890 ^F	46 cm	90°	Infrarouge 16 prog.	220 V	58x39,5x45	70
PHILIPS Couleurs	16 C 2202	3490 ^F	42 cm	90°	—	220 V	51x36,5x41	55
BRANDT Couleurs	20806 T	3990 ^F	51 cm	90°	Infrarouge 16 prog.	220 V	61,5x41,9x48	70
BRANDT Couleurs	22819	3690 ^F	56 cm	90°	—	220 V	66x44,5x49	75
PHILIPS Couleurs	22 C 2224	4690 ^F	56 cm	110°	Infrarouge 8 prog.	220 V	68,5x46x41	85

CONTRAT SECURITE SERVICE

E. LECLERC

Route de la Rochelle **REZE**



T.V. — VIDEO — HIFI — GROS MENAGER

Article 1 : GARANTIE DES PRIX LES PLUS BAS.

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous rembourser la différence si vous trouvez moins cher ailleurs.

Si dans un délai de 30 jours suivants la date de votre achat, vous trouvez l'article de même référence moins cher que celui acheté (appareil disponible à la vente et vendu avec les mêmes prestations de service) dans les départements 44 et 85 sur présentation d'un justificatif (ANNEXE 1)

Article 2 : SERVICE LIVRAISON ET INSTALLATION RAPIDES

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous livrer l'appareil le jour convenu dans un rayon de 30 kms.

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous installer gratuitement l'appareil livré si l'installation existante est conforme aux normes en vigueur (ANNEXE 2) Si pour une raison imprévisible, un de ces points n'était pas respecté, votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous payer 100,00 Frs. Cette somme sera à encaisser à notre SERVICE APRES VENTE.

Article 3 : SERVICE DÉPANNAGE RAPIDE

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous dépanner rapidement.

Si pour une raison imprévisible, notre service dépannage ne pouvait intervenir dans les 48 heures suivant votre appel, soit en réparant sur place, soit en prêtant un appareil de même type, votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous payer 100,00 Frs. Cette somme sera à encaisser à notre SERVICE APRES VENTE (ANNEXE 3).

Article 4 : PONCTUALITÉ SERVICE INTERVENTION EN ATELIER

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION vous donne un délai d'intervention en atelier. Si, sans vous avoir prévenu, le délai n'était pas respecté, votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à vous payer 100,00 Frs. Cette somme sera à encaisser à notre SERVICE APRES VENTE.

Article 5 : GARANTIE GRATUITE 2 ANS CENTRE E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION s'engage à intervenir gratuitement (pièces, main-d'œuvre et déplacement) pendant la durée de la garantie de 2 ans (ANNEXE 4)

Article 6 : GARANTIE DE 5 ANS SI VOUS LE SOUHAITEZ

Votre Centre E. LECLERC SUD LOIRE DISTRIBUTION vous permet de porter de 2 à 5 ans la garantie de l'appareil que vous venez d'acquérir si vous souscrivez au moment de l'achat un contrat payant reprenant les dispositions prévues à l'article 5 et à l'annexe 3.

ANNEXES

ANNEXE 1: Le remboursement de la différence ne s'applique que sur les appareils dont les références sont présentes dans le magasin le jour de l'achat.

ANNEXE 2: Le forfait livraison payant dans un rayon de 35 kms s'applique pour les appareils des rayons TV-VIDÉO-GROS MENAGER - HIFI.

Si au moment de la livraison, la mise en service ne peut se faire compte tenu de la non conformité de l'installation, l'acheteur est tenu de faire exécuter les travaux nécessaires à ses frais.

ANNEXE 3: Le prêt d'un appareil ne concerne que les rayons TV et GROS MÉNAGER et en s'applique que lors d'une immobilisation prolongée de l'appareil. (Congélateur: 36 heures maximum suivant votre appel autres 7 jours).

ANNEXE 4: Le déplacement gratuit à domicile dans le cadre de la garantie de 2 et de 5 ans ne s'applique que sur les appareils des rayons TV et GROS MÉNAGER.

LAVE LINGE

Marque	Réf.	Prix	Capacité kg	Charge-ment	Nbre prog.	Prog. éco	Bac à pro-duit	Arrêt cuve plein	Essor/mn	Cons. kW/h	Dimensions
SIDEX	PS 110	1380 ^F	5	frontal	12	—	3	—	370	2.3	50x60x85
ARISTONAR	475 T	2290 ^F	5	frontal	15	*	4	—	400	2.6	59x64x85
FAURE	7544	2370 ^F	5	dessus	6	*	2	*	530	2.5	43x60x85
NEWPOL TV	8543	2690 ^F	5	dessus	8	*	4	—	400 à 800	2.27	45x60x85
PHILIPS AWB	844	2990 ^F	5	dessus	8	*	3	—	120 à 750	2.5	46x60x85
BRANDT Z	850Q	3690 ^F	5	dessus	14	*	3	*	350 à 850	2.9	59x64x85

COLONIALISME - NÉO-COLONIALISME :

Un débat organisé par l'Union des Étudiants Communistes

Pourquoi parler du néocolonialisme aujourd'hui ?

Chacun le sait, le mouvement de libération nationale qui a abouti à l'indépendance politique de la plupart des pays en voie de développement n'a pas forcément abouti à l'indépendance économique.

Le néocolonialisme aujourd'hui, c'est le pillage du tiers monde organisé par les multinationales.

C'est aussi le F.M.I. qui impose l'austérité aux pays en voie de développement au nom de « l'assainissement » économique.

Quel assainissement ?

Quelle austérité ?

L'austérité pour qui ?

L'austérité pour quoi faire exactement ?

Un P-V-D peut-il s'industrialiser quand le prix des matières premières est si instable, quand les termes de l'échange ne cessent de se dégrader ?

Et enfin on est en droit de s'interroger sur la « neutralité et la générosité » de l'aide au tiers monde quand on voit Reagan brandir « l'arme verte ».

Mais surtout le dollar constitue aujourd'hui le pivot de la domination des pays impéria-

listes (notamment les U.S.A.) sur les P-V-D. Le dollar à 10 FF, c'est la guerre contre les peuples !

Quand le dollar augmente de 1 %, la dette de tous les pays du tiers monde augmente de 3 à 4 milliards.

Depuis 1983, les U.S.A. drainent les capitaux en provenance du tiers monde : il y a transfert de richesses des P-V-D vers les Etats-Unis.

Pour débattre de ces questions brûlantes, venez au débat organisé par l'Union des Étudiants communistes.

Avec Alain CROIX, historien et Paul LE GUILLOUX, économiste

MERCREDI 6 MARS à 18 heures

Fac de Lettres - Amphi " D "

25^e
CONGRÈS

déjà plus
de 3500
nouveaux
lecteurs

sections, cellules,
profitez des
assemblées populaires,
faites de
chaque communiste
un lecteur de

l'Humanité

ABONNEMENT 3 MOIS 50 F

SOUSCRIPTION ÉLECTIONS CANTONALES

Les communistes de la Halvêque organisaient samedi dernier un concours de belote au profit de la souscription pour les candidats communistes, précisaient leurs affichettes apposées dans les cages d'escaliers, les commerces du quartier, les entreprises...

A la Halvêque, on ne votera que dans trois ans, le canton n'étant pas renouvelable, mais les communistes sont mis sur le pont.

80 personnes participaient à la belote des cantonales. Les 20 F d'inscription réglés « on tapait le carton », chacun repartait avec un lot : gigot, montre, briquet, etc... après avoir dégusté la soupe à l'oignon.

Une bonne soirée pour tous et pour la souscription, avec 2 200 F collectés.

2 500 F ont été recueillis lors du meeting avec Charles FITERMAN, lundi soir

VERSEZ
en précisant :
SOUSCRIPTION CANTONALES
C.C.P. Gilles BONTEMPS
4400-47 W NANTES

CONTRE LA CASSE, VOTEZ COMMUNISTE

Dubigeon, Creusot-Loire, l'Européenne de Brasserie, Tricosa, des PME du Bâtiment... la liste n'est malheureusement pas exhaustive. C'est à un véritable jeu de massacre contre l'emploi auquel on assiste.

A ce rythme, malgré les opérations visant à dégonfler les statistiques, le nombre de demandeurs d'emplois ne risque pas de baisser. L'INSEE annonce 100 000 suppressions d'emplois industriels pour le premier semestre 85.

Même le petit beurre nantais risque de ne plus être nantais ! Au nom de quoi ? de la modernisation ? Mais quelle modernisation dans quels secteurs ? Au nom de la relance. On n'assiste pourtant à aucune création d'emploi stable, aucune ouverture d'entreprise nouvelle. Au nom de la compétitivité ? C'est la démission devant la concurrence étrangère, l'abandon du marché intérieur.

Les entreprises traditionnelles seraient dépassées ! Dépassée la construction de navires alors que la demande mondiale et les besoins nationaux sont forts. Dépassée la S.E.B., elle est à la pointe de la technique pour la mise en fût de bière à la pression. Dépassée Creusot-Loire, lorsqu'il est le premier groupe pour la mécanique lourde, et la téléphonie dépassée Thomson ! NON, en vérité, les emplois, nos entreprises sont sacrifiés sur l'autel du profit financier.

La Bourse elle, bat tous les records. Plus les entreprises s'affaiblissent, plus la bourse prospère ! L'argent des entreprises est détourné de l'investissement productif, il ne sert pas à la modernisation. Où donc sont passés les 128 milliards d'aides de l'Etat en 83, sinon à financer les profits, les licenciements !

Quels gâchis ! Ainsi on ne prépare pas l'avenir. Songez à tous ces producteurs, toutes ces forces inemployées alors qu'il y a tant à faire pour améliorer les conditions de vie, de travail... Développer la France, aider les peuples à vaincre la misère, la pauvreté, la faim.

Une politique qui combat la crise, voilà ce dont ont besoin nos cantons, notre ville, notre département... Il faut en effet arrêter les fermetures d'entreprises, les moderniser quand c'est nécessaire, mais certainement pas les casser.

Sortir le pays de la crise implique que l'on utilise mieux les ressources importantes du pays, que l'on réponde aux besoins de la collectivité. Pour cela produisons nous-mêmes ce qui nous est nécessaire, plutôt que d'acheter à l'étranger, fermer nos usines et licencier.

Pour l'emploi, les candidats, les élus communistes vous invitent à lutter, à intervenir pour que votre entreprise soit gérée en fonction de l'intérêt de ceux qui y travaillent, qui consomment ses fabrications, ses services... et non pour le profit d'une minorité d'actionnaires pour qui seul le fric compte.

Nous communistes, avons des propositions afin que les banques, le service public, les entreprises nationales s'occupent du marché français.

Regardez le tramway nantais, nous avons eu raison de combattre ceux qui n'en voulaient pas. Nous nous félicitons qu'il roule, car c'est là la démonstration qu'une réalisation technique de haut niveau répondant à des besoins nationaux peut ouvrir d'importantes perspectives à l'exportation. C'est donc, pour la France, à la fois des emplois et des devises. Une production utile et performante.

Investir dans la formation, la recherche, la production au service du pays, voilà ce que proposent les communistes.

Encore une proposition précise ; créer des fonds régionaux pour la création d'emplois, la formation, la relance de productions utiles. Les maires, les conseillers généraux, les représentants des organisations professionnelles et syndicales... seraient consultés et suivraient de près l'utilisation des aides accordées pour qu'elles ne soient ni gâchées, ni détournées.

Joël BUSSON.



1^{er} SALON AUTO

DES CONCESSIONNAIRES DE ST. NAZAIRE

LES 8, 9, 10 ET 11 MARS de 10 h à 20 h

ANCIEN ENTREPÔT DES NOUVELLES GALERIES A MONTOIR



















BAR BUFFET



CASINO DE LA BAULE

SAMEDI 9 MARS A 21 HEURES

NUIT DE L'AUTOMOBILE

ENTRÉE : 70^F

SOIRÉE DANSANTE

ORGANISÉE PAR LES 4 LIONS CLUB DE LA PRESQU'ILE AU PROFIT DE LEURS ŒUVRES SOCIALES — ORCHESTRE « LES ANNÉES FOLLES »

RETOUR DE FLÉAU

10 ANS APRES
« CEUX DE LA SOTRIMEC »
M^r CHENARD CONDAMNÉ

En mars-avril 1975 — il y aura bientôt dix ans — les travailleurs de la S.E.M.M.-SOTRIMEC luttèrent et occupèrent pour la seconde fois « leur » usine de Trignac pour le maintien de leur outil de travail, la fabrique de caravanes qui, à

Nazaire, d'entrer à son tour en action... pour la liquidation. Alors que sa mission consistait, tout au contraire, à rechercher toutes les possibilités de maintien en activité de l'entreprise.

Les agissements du sieur Chénard, les travailleurs de la S.E.M.M.-SOTRIMEC, en lutte pour le maintien de leur emploi, n'allaient pas tarder à les dénoncer.

pour avoir tout simplement défendu leur droit au travail... et dénoncé quelques abus. Le témoignage de M^r Chénard, ce jour-là, pesa lourd sur le plateau du jugement de classe qui fut rendu.

Aujourd'hui, en ce mois de février 1985, soit dix ans après, justice leur est rendue... ou plus exactement en partie rendue. C'est vers Chénard que penche le fléau de la justice.

En effet, mardi 19 février dernier, le syndic de St-Nazaire, M^r Chénard, qui avait fui la localité pour Bordeaux en 1981, vient d'être condamné à 24 mois de prison — dont un ferme — et à 200 millions de centimes d'amendes pour malversations, abus de confiance, etc... Ceci pour les « anomalies » décelées dans les affaires traitées par lui entre 1974 et 1981 ; quand il fut administrateur provisoire de la SOTRIMEC de Trignac, des Ateliers Thiriet-Cattin de La Baule, ou encore de la Société des Transports Liquides. Pour M^r Chénard, trop voyant et « lâché » par les siens, c'était l'heure de rendre des comptes.

Et si la justice a normalement frappé cette fois à l'encontre du fauteur, M^r Chénard, justice n'a pas été rétablie envers les « Neuf de la SOTRIMEC », qui outre les amendes payées, ont pour certains connus la plus dure répression patronale. Condamnés qu'ils étaient aussi au chômage, et interdits de travail dans la région, voire même au plan national, à la suite du jugement de classe du 17 juillet 1975.

Une leçon d'histoire à méditer !



l'époque, procurait 450 emplois.

Maury, un ami de Giscard d'Estaing, le reprenneur de la S.E.M.M.-TRIGANO, en juillet 1974, n'avait pas tardé à mettre la « clé sous la porte » après avoir disposé de fonds publics. La fabrique de matériels agricoles prévue — après celle de caravanes — n'avait pas tardé à faire long feu.

Et M^r Chénard, le syndic et administrateur désigné par le tribunal de commerce de Saint-

Un après-midi, au plus fort de la colère, sa « magouille » allait être mise à nue, tant elle était évidente.

Mais à l'époque, ce ne fut pas M^r Chénard qui était poursuivi devant les tribunaux. Non, ce furent les travailleurs au travers de neuf délégués et militants C.G.T. Les « Neuf de la SOTRIMEC », condamnés le 17 juillet 1975 à des peines de prison — certes avec sursis — et de fortes amendes. Ceci